

## Boycotté par le Burundi le sommet de l'EAC reporté au 27 décembre

Jeune Afrique, 30 novembre 2018 Burundi : Nkurunziza absent du sommet de l'EAC, la rencontre finalement reportée au 27 décembre Le président Pierre Nkurunziza n'ayant pas fait le déplacement à Arusha, les chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est présents en Tanzanie le 30 novembre pour le 20e sommet de l'EAC ont dû reporter la réunion qui devait notamment aborder la crise burundaise.

Le discret bras de fer entre Pierre Nkurunziza et la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) a livré un verdict tardif. Alors que le 20e sommet des chefs d'État de l'EAC devait s'ouvrir le vendredi 30 novembre, les délégations présentes ont, face à l'absence d'une représentation burundaise, décidé à l'issue d'un vote par consensus de reporter la rencontre au 27 décembre. « Délais trop court » C'est là l'épilogue d'une série d'échanges entre le président burundais, qui demandait le report du sommet, et son homologue ougandais Yoweri Museveni, actuel président de l'EAC. Dans une lettre datée du 24 novembre, Pierre Nkurunziza estimait ne pas avoir été prévenu suffisamment tôt de l'organisation du sommet à Arusha. « L'invitation [au sommet], bien que signée le 30 octobre, n'est arrivée à l'ambassade du Burundi à Kampala que le 19 novembre (hellip;) et sur mon bureau le 21 novembre, ce qui nous laisse à peine une semaine pour être prêt pour le sommet », écrivait-il, expliquant que le règlement de l'organisation exigeait un délai de quatre semaines. « Nous considérons que ce délai est trop court pour permettre une préparation sérieuse pour un sommet », poursuivait la correspondance du président burundais. Réponse immédiate de Yoweri Museveni. Dans une lettre datée du 25 novembre, le président ougandais notifiait son homologue du refus de sa requête, assurant que « le Burundi était au courant de l'agenda de l'EAC ». Il a notamment rappelé qu'une délégation burundaise était présente à la réunion des secrétariats permanents des membres de l'EAC organisée les 24-25 octobre 2018, et lors de laquelle avait été évoqué la date et l'agenda du sommet. Évoquant des « sujets sérieux » auxquels les États membres doivent adresser « une réponse rapide », le président en exercice de l'EAC a appelé son homologue à ne pas rendre l'organisation « otage du règlement ». Le dialogue inter-burundais dans l'impasse Les chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est devaient, entre autres sujets, aborder la question de la crise burundaise. Benjamin Mkapa, ancien président de la Tanzanie et facilitateur du dialogue inter-burundais depuis décembre 2015, était également présent à Arusha pour le sommet afin d'y présenter son rapport. Remis préalablement au président Museveni, médiateur en charge de la crise burundaise, ce document présente le bilan de trois ans d'une mission qui s'est soldée le 29 octobre dernier à l'issue du cinquième round de négociations boycotté par Bujumbura -, par un ultime échec. « Nkurunziza a sans doute voulu éviter d'être sous le feu des projecteurs avec l'échec du dialogue et la pression des différents acteurs de la région pour qu'il respecte son engagement en vue des élections de 2020 », estime une source diplomatique présente à Arusha. « L'EAC devra à l'issue du sommet statuer sur la suite à donner au dossier burundais, soit le reprendre directement en main, soit un abandon du dossier », ajoute un diplomate de l'EAC. Le gouvernement burundais n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. Par Romain Gras

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});